

Commission : Conseil de Sécurité Historique

Question : Bombardement de Sakiet Sidi Youssef

Auteur : Panamá

Le bombardement du 8 février s'inscrit dans la continuité des événements qui ont suivi les attentats de novembre 1954, commençant un conflit en Algérie. L'internationalisation de ce conflit, avec plusieurs autres incidents moindres, accrochages aux frontières, risque de créer une grande crise dans le Maghreb, voire même mondiale. L'objectif de la diplomatie est donc de trouver une solution durable, c'est-à-dire un nouveau modèle de gouvernement en Algérie satisfaisant tous les acteurs, à ce conflit pour à la fois réduire les conséquences de cette guerre pour les Algériens et éviter une potentielle crise internationale. L'ONU doit servir de médiateur entre la France et la Tunisie mais aussi entre la France et les combattants algériens.

Ce conflit ne peut plus être considéré comme interne à la France puisque celui-ci déborde maintenant sur les pays voisins, obligés de prendre position. Les frontières de l'Algérie ne sont pas gardées et donc les rebelles circulent. Les pays voisins doivent gérer ces rebelles et cette gestion est à la base des tensions. L'ONU doit revoir son refus de considérer le problème algérien.

Ce grave incident a pour cause le conflit algérien, duquel il est indissociable. Cette agression a eu lieu dans un contexte de crise et de tensions, non seulement interne aux territoires sous contrôle français, mais aussi au niveau du Maghreb, comme le montre la répétition d'incidents diplomatiques. Ces tensions s'aggravent, tout comme le conflit en Algérie, duquel on doit craindre les conséquences néfastes. Le but de la diplomatie doit être de trouver des solutions, pour calmer les tensions en trouvant une issue à cette crise.

Le peuple algérien dans le cadre de ce conflit est déplacé, utilisé, et soumis à la propagande. Si ce conflit se prolonge il est probable que l'Algérie en ressorte en situation de crise économique, sociale et morale, encore plus déchirée entre communautés. Même si les affrontements sont internes à l'Algérie, c'est-à-dire aux territoires sous gérance française, ce qui n'est pas toujours le cas, l'ONU doit s'inquiéter des potentielles conséquences d'une poursuite, voire d'un aggravement, du conflit. Il semble nécessaire d'obtenir au plus vite par l'ONU et grâce à la pression de tous les États membres le respect des conventions internationales régissant le droit de la guerre, pour bannir les pratiques criminelles que sont la torture et le choix de cibles civiles, entre autres, pour assurer aux civils de tous bords la protection qui leur est due.

Permettre la négociation d'un cessez-le-feu entre l'armée française, le FLN et les principaux pays voisins impliqués, qui doivent réduire leur rôle belligérant, pour pouvoir entamer des négociations sur des accords plus poussés en Algérie dans un contexte plus calme, est aussi primordial. Ces négociations doivent porter sur l'avenir de l'Algérie, c'est-à-dire permettre l'auto-détermination, base des droits des peuples, respectant leurs droits à disposer d'eux-mêmes. Il faut pour cela que, pour la France comme pour les rebelles algériens, le pouvoir soit remis à des représentants politiques élus. Ainsi le FLN, organe non-élu, devrait l'être avant de pouvoir représenter le peuple algérien. En France aussi il semble nécessaire que les décisions ne soit plus prises par des généraux, parfois difficilement contrôlés par le gouvernement, mais bien par des hommes politiques, ayant été élus et connaissant la volonté des peuples et communautés impliqués.

Ces négociations doivent aboutir à l'abolition du modèle colonial, système du passé, puisqu'il ne respecte pas « le principe de la primauté des intérêts des habitants », comme le prévoit la Charte fondatrice de l'ONU. Il faut prioriser une potentielle collaboration permettant aux Algériens de tous horizons d'avoir finalement leur place dans l'administration de leur pays. Dans ce sens, le Panamá veut applaudir les réformes entreprises par l'administration française, qui, bien que clairement insuffisantes et court-circuitées par une politique bien plus axée sur la répression, sont peut-être la prise de conscience du besoin de changement.

La diplomatie se retrouve face à un important et complexe problème, dans un climat de fortes tensions, qui risque d'aboutir à un conflit international. L'ONU et ses membres, dont la France, doivent réaffirmer leurs principes, dont le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la défense des civils et la démocratie, et travailler pour la paix, en calmant les tensions, c'est-à-dire en trouvant une solution viable, basée sur la résolution durable de la crise d'Algérie, selon la volonté des peuples algériens.